

17 DEMANDEURS D'ASILE A LA RUE AUJOURD'HUI, 118 DEMAIN ?

Un toit c'est un droit !

Depuis l'été dernier, à Brest, des personnes étrangères en demande de papiers, pour la plupart demandeuses d'asile politique, sont abandonnées à la rue, parfois avec des enfants. Ces personnes ne trouvent souvent pour dormir que le hall d'entrée de l'AFTAM (*association mandatée pour accueillir et accompagner les demandeurs d'asile à leur arrivée à Brest*).

Face à cette situation, depuis plusieurs mois, le CASSS-PAPIERS (*Collectif d'Action, de Soutien et de Solidarité avec les Personnes Sans-Papiers*), et les personnes concernées, ont occupé plusieurs lieux publics pour demander des logements. Pour l'instant, ces luttes ont toujours débouché sur une solution d'hébergement.

Depuis deux semaines ce sont 17 personnes (dont 8 enfants) qui dorment dans ce couloir de 10m² ! Et l'Etat ne leur propose aucune solution d'hébergement. C'est pourquoi nous occupons la mairie de Brest, afin que celle-ci fasse pression sur l'Etat pour qu'il loge ces personnes. **Car le logement est un droit.** L'Etat a même l'obligation légale de loger les personnes demandeuses d'asile.

Comme si la situation n'était pas assez dramatique, d'autres personnes logées en hôtel jusqu'à maintenant ont reçu des avis annonçant la cessation du paiement de leurs hôtels pour jeudi 31 mai, **c'est-à-dire leur mise à la rue pure et simple. Ce sont 118 personnes qui sont potentiellement concernées.**

Mais où s'arrêteront-ils ?!

Le préfet nous dit que les caisses sont vides. Pourtant des solutions existent et ne constitueraient qu'une application des droits existants : le préfet a un pouvoir de réquisition, et ce ne sont pas les logements vides qui manquent dans une ville comme Brest...

Pour que cessent ces situations intolérables, et pour obtenir :

Des logements pour tous et toutes

Français-es ou étranger-e-s, avec ou sans papiers

RASSEMBLEMENT

Place de la Liberté jeudi 31 mai à 18h.